

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°610 – 11 décembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

18 M USD de l'AFD pour appuyer les programmes agricoles et pastoraux de la CEDEAO

Le 4 décembre, la CEDEAO [a procédé](#) au lancement du Projet d'Appui à l'Offensive Lait en Afrique de l'Ouest (PAOLAO) et à la signature de l'accord de financement de la 2^e phase du Projet régional de confortation d'une plateforme de solutions en appui au pastoralisme et à l'élevage en Afrique de l'Ouest (PEPISAO II). Financé à hauteur de 18 M EUR par l'Agence française de développement (AFD), cet ensemble d'initiatives vise à renforcer la production laitière locale, les systèmes pastoraux transfrontaliers et atténuer les tensions liées à l'accès aux ressources. Le PAOLAO ambitionne de doubler la production régionale de lait d'ici 2030 et de porter le taux d'incorporation du lait local dans la consommation et la transformation à 20–25 % d'ici 2035, tout en renforçant les chaînes de valeur et l'investissement privé. PEPISAO II, pour sa part, cible la résilience climatique et la cohésion sociale dans les zones pastorales.

I&P lève 41 M EUR pour son fonds dédié aux PME africaines

Le 2 décembre 2025, Investisseurs & Partenaires (I&P) [a annoncé](#) avoir finalisé une première levée de son nouveau fonds I&P Afrique Entrepreneurs 3 (IPAE 3) à 41 M EUR, avec le soutien renouvelé de partenaires comme la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Bpifrance et Proparco via FISEA. Avec

Le chiffre à retenir

5,8 Md EUR

Montant du budget 2026 de l'Etat du Bénin, en hausse de 6,6 % par rapport à 2025

un objectif final de 70 M EUR en 2026, le véhicule ciblera 15 à 20 PME en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, grâce à des tickets de 1 à 5 M EUR en equity ou quasi-equity, ainsi qu'une enveloppe d'assistance technique de 1,2 M EUR destinée au renforcement opérationnel (audits ESG, évaluations climatiques, formation). Le fonds s'orientera vers les secteurs de l'éducation, la santé, l'énergie, l'agro-industrie, la logistique ou les services financiers.

UEMOA : bonne évolution de l'activité économique en octobre 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs de l'UEMOA se sont globalement améliorés en octobre 2025. L'indice de la production industrielle a progressé de 4 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 14,9 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,5 % et 5,3 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,1 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100) traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de la conjoncture. Toutefois, celui-ci



est en légère baisse, notamment de 0,2 point en g.a. Les plus fortes baisses de l'indicateur ont été enregistrées au Mali (-2 points en g.a) et en Guinée-Bissau (-1,4) tandis que les plus fortes hausses ont été observées au Niger (+0,6) et au Sénégal (+0,3). Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA demeure en zone négative en octobre 2025, à -1,1 % contre -1,4 % le mois précédent. Cette déflation est portée principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, et des services de restauration et hôtellerie (avec des contributions respectives de -0,8 p.p et -0,3 p.p). L'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergie) est restée stable.

Bénin

L'Assemblée nationale adopte le Projet de Loi de finances 2026

L'Assemblée nationale [a adopté](#) le 4 décembre 2025 le [projet de Loi de finances 2026](#). Celui-ci s'établit à 3 783,9 Mds FCFA (5,8 Md EUR), en hausse de 6,6 % par rapport à 2025, avec comme hypothèse un taux de croissance économique de 7,5 % et une inflation maîtrisée sous le seuil de 3 %. Les recettes budgétaires devraient atteindre 2 646 Md FCFA (4 Md EUR), soit une augmentation de 11,8 %, portée principalement par les recettes fiscales (89 % des recettes), sans création de nouveaux impôts. Les dépenses budgétaires sont prévues à 3 065,1 Md FCFA (4,7 Md EUR), soit une hausse de 10,3 % par rapport à 2025, tirée principalement par les dépenses en capital (+19,9 %). Le déficit budgétaire (dons compris) s'établit à 2,7 % du PIB (contre 2,9 % du PIB attendu en 2025). Les dépenses à sensibilité sociale représentent 42 % du budget général. Le taux d'endettement devrait poursuivre sa tendance à la baisse et se situer à 50 % du PIB en 2026 (contre 52,2 % du PIB anticipé pour 2025).

Burkina Faso

Hausse de 18 % en g.a des ressources mobilisées par l'Etat à fin septembre 2025

Le 4 décembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un rapport sur l'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2025. Les ressources mobilisées (comprenant les emprunts) ont atteint 2 513,8 Md FCFA (3,8 Md EUR), soit une hausse de 18,3 % sur un an par rapport la même période. Les dépenses exécutées s'élèvent à 2 644,3 Md FCFA (4 Md EUR), soit une hausse de 6,5 % par rapport à 2024. Le solde global s'est situé à -236,6 Md F CFA (-360,7 M EUR), un niveau moins dégradé que prévu (-462,5 Md FCFA, soit 705 M EUR).

100 M USD de la Banque mondiale pour le capital humain

Le 22 novembre 2025, le Burkina Faso et la Banque mondiale [ont signé](#) un accord de crédit portant sur un financement supplémentaire de 100,4 M USD pour soutenir le Projet de protection du capital humain. Ce financement devrait renforcer la gratuité des soins pour femmes et enfants, la vaccination, l'organisation des examens nationaux et la formation des enseignants. Depuis 2024, le projet a permis plus de 16 M de consultations gratuites, la vaccination de 1,1 M d'enfants, l'organisation de 9 examens nationaux et la distribution 69 000 kits pédagogiques. Selon la Banque mondiale, ce financement devrait renforcer les services sociaux essentiels et contribuer à préserver et valoriser le capital humain.



Cap-Vert

Visite du ministre délégué au commerce extérieur français

Le ministre français délégué au Commerce Extérieur et de l'Attractivité, Nicolas Forissier, a [effectué](#) une visite officielle au Cap-Vert du 27 au 29 novembre 2025. Cette visite s'inscrit dans la continuité du renforcement du partenariat entre la France et le Cap-Vert, notamment après la mission du MEDEF international en février 2025 et l'annonce, en avril 2025, du retour de l'AFD comme bailleur dans le pays. Le Ministre a rencontré les plus hautes autorités du pays (dont le Premier ministre et le Vice-Premier ministre & ministre des Finances) et a présidé différentes rencontres, mobilisant les partenaires au développement (AFD, UE, Banque Mondiale, BAfD...) et la communauté d'affaires française. La délégation a également visité le port de Praia (qui bénéficiera du projet « Blue Port » cofinancé par l'AFD) et l'aéroport de Praia, opéré par Vinci Airports, dont le trafic est en pleine croissance, notamment du fait de l'augmentation de la desserte de l'archipel par l'opérateur français Transavia. Le ministre a annoncé l'organisation, en 2026, d'un forum d'affaires franco-cap-verdien afin de développer les partenariats et l'investissement d'acteurs français dans des projets structurants.

Côte d'Ivoire

Approbation de la 5^e revue MEDC/FEC et de la 4^e revue FRD

Le 3 décembre 2025, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) [a approuvé](#) la 5^e revue des accords au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), ainsi que la 4^e revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Cette décision permet le décaissement

immédiat de 839,7 M USD. Selon le FMI, la mise en œuvre des programmes reste solide, avec le respect de tous les critères de performance à fin juin 2025. Pour le FMI, la croissance devrait atteindre 6,3 % en 2025, portée par les secteurs secondaire et tertiaire, un investissement soutenu et une hausse des revenus des ménages, avec une inflation moyenne ramenée à environ 1 %. Le déficit courant se réduirait à 1,5 % du PIB et le déficit budgétaire devrait respecter la cible UEMOA de 3 % du PIB. Le FMI prévoit également une hausse des recettes à 17 % du PIB tandis que les dépenses devraient s'établir à 20,2 % du PIB. Enfin, la dette publique totale devrait diminuer à 56,8 % du PIB et la dette extérieure à 34 % du PIB.

Ratification d'un accord de contre-indemnisation conclu avec la BAfD

Le 3 décembre 2025, le gouvernement ivoirien [a ratifié](#) un accord de contre-indemnisation, conclu le 1^{er} décembre avec la Banque africaine de développement (BAfD). Cet accord s'inscrit dans le cadre d'un financement global de 373,9 Md FCFA (570 M EUR) octroyé par la Société Générale Côte d'Ivoire, la Société Générale Sénégal, la Deutsche Bank et Société Générale. Ce financement bénéficie d'une garantie partielle de crédit de la BAfD d'un montant maximal de 400 M EUR.

Gambie

L'Assemblée nationale adopte le budget 2026

Le 9 décembre 2025, l'Assemblée nationale [a adopté](#) le projet de [Loi de finances 2026](#), arrêté en recettes à 32,2 Md GMD (375,3 M EUR) et en dépenses à 43,5 Md GMD (506,8 M EUR), en hausse respectivement de 10,3 % et 14,9 % par rapport au budget 2025. Cette hausse des dépenses reflète une augmentation des allocations à plusieurs institutions et ministères tels que la Commission électorale



indépendante (+115 %), le ministère de l'Agriculture (+87 %), le ministère de l'Enseignement supérieur (+42 %). A noter également que les pensions et gratifications enregistrent une hausse de 22 %. Le budget prévoit une augmentation du taux de pression fiscale, qui passerait de 12,1 % en 2025 à 13,2 % en 2026. Le déficit budgétaire devrait ainsi être ramené à 1% du PIB, contre 1,5 % prévu dans le budget 2025.

Guinée

Le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications en hausse de 27 % en g.a

Selon les données de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications (ARPT), au 2^e trimestre 2025, le revenu global du secteur des télécommunications s'est élevé à 2 628 Md GNF (258 M EUR), soit une croissance de 27 % en glissement annuel. Le segment de la téléphonie mobile reste le pilier du secteur, avec un chiffre d'affaires déclaré de 2 237 Md GNF (219,6 M EUR) au cours de ce trimestre et 21,8 M d'abonnés. Il est suivi par le segment mobile money, avec un chiffre d'affaires de 277,8 Md GNF (27,3 M EUR). Le nombre et le montant des transactions par mobile se sont élevés respectivement à 409 et 72 784 Md GNF (7,1 Md EUR) au 2^e trimestre 2025.

5 M USD pour des microprojets au profit des ménages de Kaloum

Le 5 décembre 2025, les autorités guinéennes ont procédé au lancement officiel d'un programme d'un montant de 5 M USD destiné à soutenir à la relance économique des ménages touchés par l'incendie du principal dépôt d'hydrocarbures de Kaloum, survenu, le 18 décembre 2023. Ce montant est issu d'un financement global de 71 M USD octroyé par le FMI en mai en 2024 via la Facilité de crédit rapide afin de répondre aux besoins urgents

résultant de l'explosion du principal dépôt de carburant. Le programme sera piloté par le Fonds d'Appui aux Activités Économiques des Femmes et Filles (FAAEFF) et permettra de financer près de 100 microprojets générateurs de revenus, essentiellement portés par des femmes et des personnes vulnérables. En outre, les fonds seront distribués sous forme de microcrédits via des institutions de microfinance.

Libéria

Lancement prochain d'une plateforme de paiement instantané

La Banque centrale du Libéria (CBL) lancera le 16 décembre 2025 le Système inclusif de paiement instantané (IIPS), une nouvelle plateforme nationale permettant des transferts d'argent instantanés et entièrement interopérables entre banques, opérateurs de mobile money et autres prestataires financiers. Le dispositif facilitera notamment les transactions entre les deux principaux opérateurs, Lonestar MTN et Orange Liberia. Ce dispositif vise à moderniser l'infrastructure nationale des paiements, faciliter l'accès aux services financiers numériques et soutenir la transformation digitale du pays dans le cadre de l'Agenda ARREST. Le système doit simplifier les transactions pour les ménages et les petites entreprises, améliorer l'efficacité des paiements publics et réduire la dépendance au cash. Son déploiement se poursuivra progressivement en partenariat avec les banques et opérateurs mobiles.

Mali

1,2 Md EUR recouverts par la commission de renégociation minière

Le 1^{er} décembre 2025, la commission de négociation et de renégociation avec les



sociétés minières [a remis](#) son rapport final au Président de la Transition. Selon le rapport, les actions de la Commission ont permis de recouvrer 761 Md FCFA (1,2 Md EUR), dépassant l'objectif initial de 400 Md FCFA (609,8 M EUR). En outre, l'assujettissement de toutes les sociétés minières au Code minier de 2023 aurait permis d'accroître les recettes publiques de 585,7 Md FCFA (892,9 M EUR) par an pour les entreprises auditées. Les frais engagés pour la mission sur trois ans s'élèvent selon le rapport à 2,9 Md FCFA (4,4 M EUR).

Niger

Transfert de la gestion des retraites au ministère des Finances

Le 25 novembre 2025, le président nigérien [a signé](#) un décret dissolvant la Caisse Autonome des Retraites du Niger, créée en 2012 pour gérer les pensions des fonctionnaires. Toutes les opérations de pension seront désormais placées sous la tutelle directe du ministère de l'Économie et des Finances, qui a créé une direction dédiée pour assurer la continuité des versements et optimiser la gestion des ressources. Selon les autorités, les droits acquis et le calendrier des paiements ne seront pas affectés par cette réforme administrative.

Sénégal

Fitch abaisse la note de l'environnement bancaire du pays

Le 8 décembre 2025, l'agence de notation Fitch Ratings [a annoncé](#) la révision à la baisse de l'évaluation de l'environnement opérationnel bancaire du Sénégal de "b-/stable" à "ccc+/stable", mettant en lumière des risques de solvabilité et de qualité des actifs à court terme. D'une part, ceci est dû à la forte exposition des banques à la dette souveraine (les titres d'Etat représentant 25-30% des actifs

bancaires du pays) et à des réserves de fonds propres relativement limitées. Et d'autre part, les arriérés de paiement des entreprises publiques pèsent également sur la qualité des actifs. Fin août 2025, le taux de dégradation du portefeuille a atteint 10,6%, au-dessus de la moyenne régionale de l'UEMOA (9,3%). Alors que le Sénégal a vu sa note récemment abaissée par des agences telles que Moody's et S&P, une éventuelle restructuration de la dette pourrait, selon Fitch, avoir des répercussions sur le secteur bancaire de l'ensemble de la région, affectant la qualité des actifs, les fonds propres et les coûts de financement. Cependant, l'impact devrait être limité, les autorités régionales pouvant mettre en œuvre des mesures de tolérance réglementaire ou autoriser les banques à amortir progressivement l'effet d'une éventuelle décote souveraine.

Proparco accorde une garantie de 1,5 M EUR à Teranga Capital

Le 4 décembre 2025, Proparco, filiale du Groupe AFD dédiée au financement du secteur privé, [a annoncé](#) l'octroi d'une garantie de 1,5 MEUR à Teranga Capital, un fonds d'investissement dédié aux start-up et PME à fort potentiel. Cette garantie, via le mécanisme de partage de risques Ariz Prime, vise à soutenir Teranga Capital dans le déploiement d'un portefeuille d'investissements de 3 M EUR. Le programme cible des secteurs économiques prioritaires tels que l'agro-industrie, l'énergie et les technologies de l'information et de la communication. Le financement des PME/ PMI reste un enjeu réel au Sénégal. Selon les autorités, l'encours de crédit accordé par les institutions financières aux PME/PMI en 2024 se situe à [600 Mds FCFA](#) (914,7 M EUR).

Dakar accueille le Sommet MSGBC Oil, Gas & Power 2025

Dakar a accueilli du 8 au 10 décembre [l'édition 2025 du Forum MSGBC Oil, Gas & Power](#),



réunissant les cinq pays du bassin énergétique constitué par la Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et la Guinée. Sous le thème "Energie, pétrole et mines en Afrique : synergies pour un développement économique inclusif", cette 4^{ème} édition du MSGBC, inaugurée par le Président Bassirou Diomaye Faye, a rassemblé des plusieurs membres de gouvernements, des opérateurs énergétiques, des investisseurs internationaux et des institutions financières. L'évènement [a mis en avant](#) (i) le développement des ressources du bassin, notamment les projets d'hydrocarbures récents comme le projet Grand Tortue Ahmeyim et le champ pétrolier Sangomar, ainsi que (ii) les principaux enjeux pour la région MSGBC, tels que l'autosuffisance énergétique, le renforcement des infrastructures énergétiques et l'orientation vers un développement à faible émission de carbone, mais également l'emploi et la formation. Les ambitions de la Mauritanie dans l'hydrogène vert ainsi que les actions de la Gambian National Petroleum Corporation pour de nouveaux blocs ont également été présentées lors de cette édition.

Sierra Leone

32 M USD du Fonds OPEP pour un programme d'élevage et de résilience rurale

Le 25 novembre 2025, le Fonds de l'OPEP pour le développement international [a annoncé](#) l'octroi d'un prêt de 30 M USD et un don de 2 M USD pour appuyer le Programme de développement de l'élevage et des moyens de subsistance de la Sierra Leone. Cofinancé avec le Fonds international de développement agricole, la Banque islamique de développement et le gouvernement, ce programme de 107,5 M USD vise à améliorer la sécurité alimentaire, renforcer les moyens de subsistance ruraux et développer une agriculture résiliente au climat dans huit districts, au bénéfice de plus de 370 000

personnes. L'initiative soutiendra 62 250 ménages grâce à l'amélioration de la production animale, des services vétérinaires, des infrastructures de marché et de la formation des petites entreprises d'élevage. Un volet cuisson propre, mis en œuvre avec le Programme alimentaire mondial et Sustainable Energy for All, prévoit la distribution de 24 000 foyers améliorés et 1 000 unités de biogaz pour réduire la déforestation et les risques sanitaires. Le projet s'inscrit dans les priorités nationales 2024-2030.

6 M EUR de l'UNCDF pour faciliter le financement agricole

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF), en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et l'Union européenne (UE), [a lancé](#) la Salone Access to Finance Agri-Financing Facility, un mécanisme de 6 M EUR destiné à améliorer l'accès au crédit pour les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires. Le dispositif permettra de combiner ce financement de l'UE à 6 M EUR additionnels provenant des institutions financières locales (dont Vista Bank et Safe Capital Microfinance), afin de réduire le coût des prêts et de stimuler la productivité et la création d'emplois dans le secteur. L'initiative, alignée sur la stratégie gouvernementale Feed Salone, doit permettre d'élargir l'offre de produits financiers agricoles dans un contexte où le secteur agricole, qui représente 35 à 40 % du PIB, ne reçoit que 4 % des prêts bancaires.

Togo

Création du Club Togo Villes Durables à l'occasion d'une mission d'entreprises françaises

Les 3 et 4 décembre 2025, une délégation d'entreprises françaises, conduites par le MEDEF-International et accompagnées par BPI France et Business France, [se sont rendues à](#)



[Lomé](#). Les entreprises ont échangé avec les ministres chargés de la [Promotion des investissements](#), de l'Energie, des Finances et de l'Urbanisme, les bailleurs de fonds et le [Conseil National du Patronat du Togo](#). Au cours de la mission, la création du Club Togo Villes Durables, 15^{ème} Club de la [Task Force Ville Durable](#) dans le monde, a été annoncée par le [MEDEF-International](#) et [l'Ambassade de France](#) au Togo. Il s'agit d'une initiative visant à créer des espaces de rencontres et de dialogues entre entreprises françaises et togolaises, mais aussi avec des élus et des administrations, afin de partager l'expertise en matière de villes durables et co-construire des projets répondant aux enjeux de la capitale et des villes intermédiaires du Togo.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

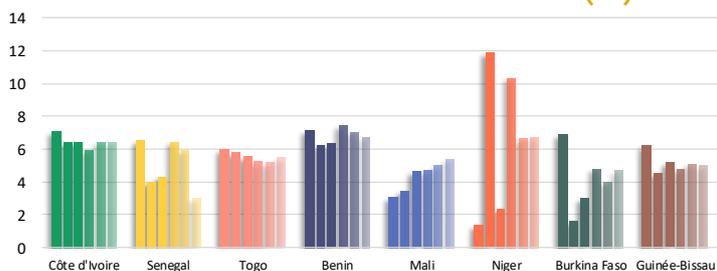
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

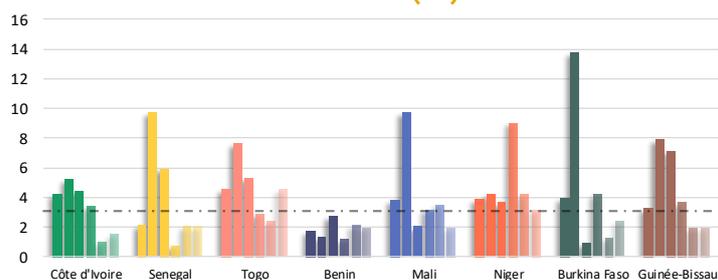


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

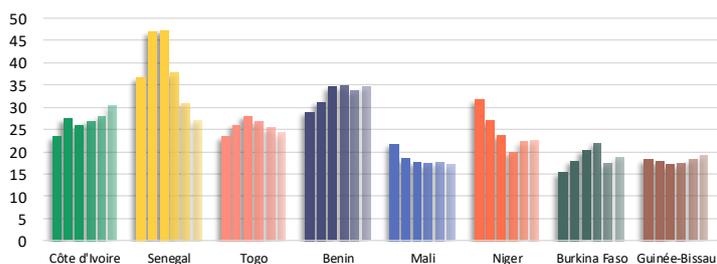
Croissance du PIB réel (%)



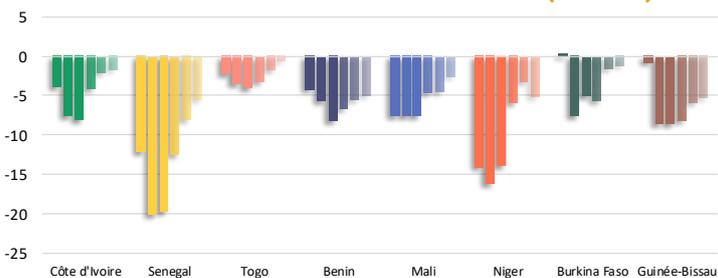
Inflation (%)



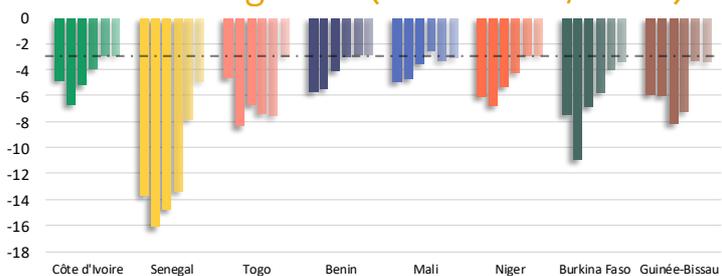
Investissements publics (% PIB)



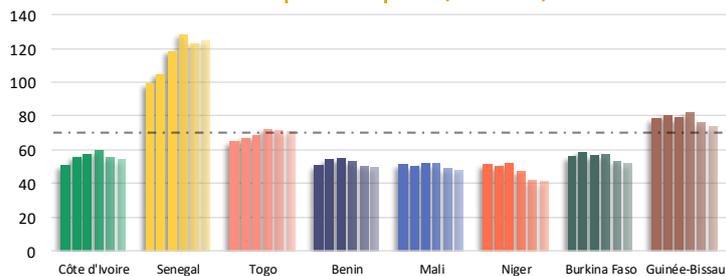
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dette publique (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)